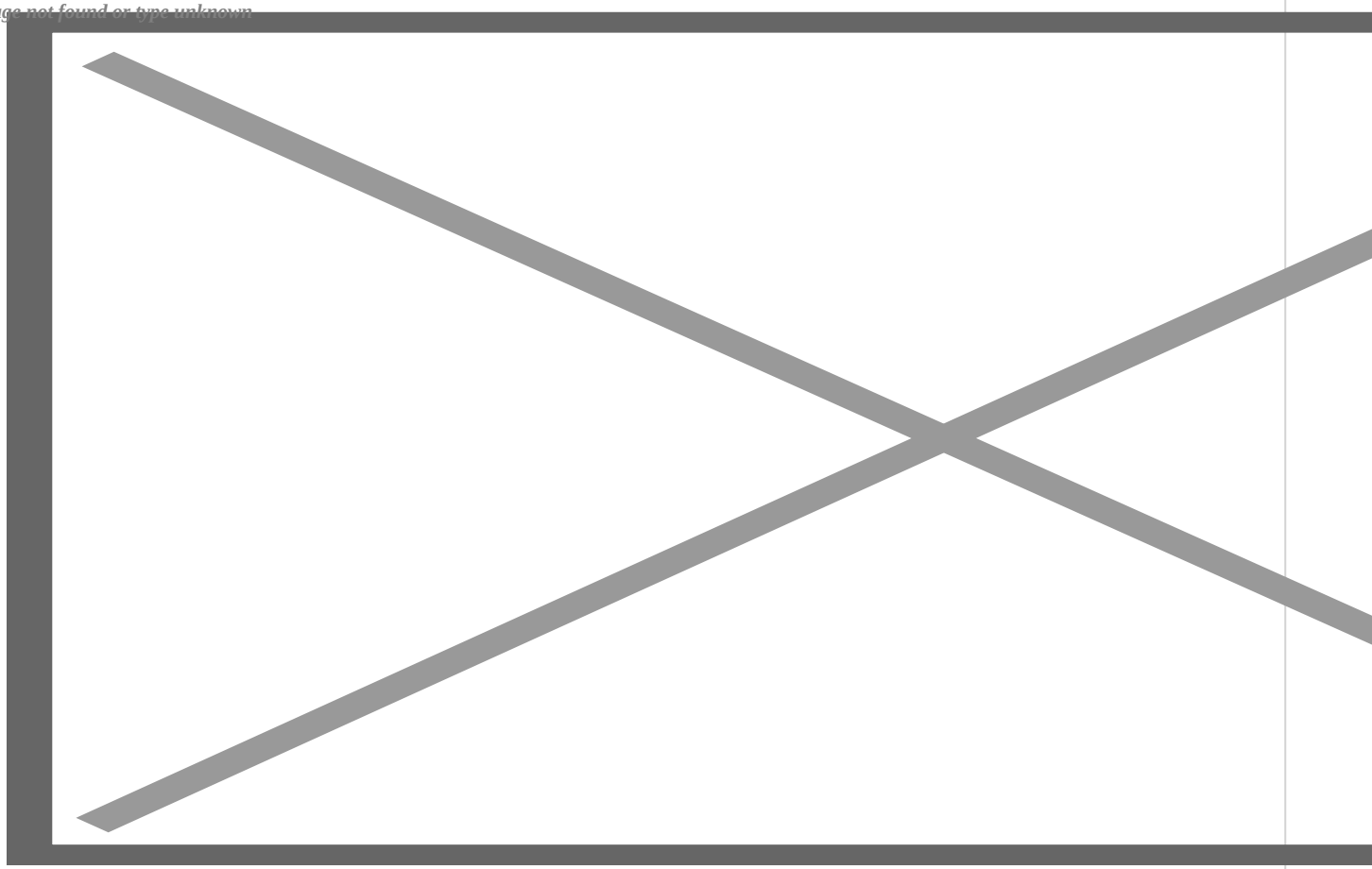
Les députés cubains rejettent la présence de Cuba sur la liste arbitraire

Image not found or type unknown



La Havane, 17 juillet (RHC) L'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire a rejeté aujourd'hui la présence de Cuba sur la liste arbitraire du gouvernement américain des états qui soutiendraient le terrorisme.

Selon la déclaration du Parlement cubain, les députés caribéens rejettent les tentatives des politiciens anti-cubains de perpétuer cette classification mensongère, par des manœuvres au Congrès de ce pays, avec des propositions législatives visant à entraver la capacité du gouvernement à corriger l'injustice et à reconnaître la vérité, si telle était leur intention.

Déclaration de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de Cuba

L'Assemblée nationale du pouvoir populaire réitère son rejet le plus ferme de la présence calomnieuse de Cuba sur la liste arbitraire du gouvernement américain des États qui soutiendraient le terrorisme. Ce faisant, elle répudie avec la même fermeté les récentes tentatives des politiciens anti-cubains de perpétuer cette classification mensongère, par le biais de manœuvres corrompues au sein du Congrès américain, avec des propositions législatives visant à paralyser la capacité du gouvernement à corriger l'injustice et à reconnaître la vérité, si telle était leur intention.

Le gouvernement américain et ses agences chargées de l'application de la loi, ainsi que ses agences de renseignement, savent avec suffisamment de preuves qu'il est absolument faux que Cuba parraine le terrorisme.

Ils connaissent, tout comme la communauté internationale, la position transparente et cohérente de Cuba contre toutes les formes et manifestations de terrorisme, y compris le terrorisme d'État, quels qu'en soient les auteurs, le lieu et le moment. Ils savent que la législation cubaine, tant dans la Constitution que dans le Code pénal, contient des dispositions claires, fermes et sans équivoque contre ce fléau.

L'Assemblée nationale reconnaît les multiples déclarations appelant les États-Unis à mettre fin à cette désignation injuste, émanant de gouvernements de tous les continents, en particulier d'Amérique latine et des Caraïbes ; de groupements internationaux et régionaux tels que la Communauté des Caraïbes (CARICOM), la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) et l'Union européenne (UE) ; de législateurs, de groupes d'amitié parlementaires, de parlements nationaux et de dirigeants d'institutions interparlementaires régionales ; d'organisations religieuses et sociales ; de groupes de solidarité et de Cubains de presque toutes les parties du monde. Elle reconnaît également la demande émanant de divers acteurs aux États-Unis, notamment des membres du Congrès fédéral et des États, des conseils municipaux, des organisations militantes, des professionnels, des syndicats et des organisations syndicales, des conseils de comté et des conseils d'administration des écoles.

En tant que représentante d'un peuple qui a souffert du terrorisme dans sa chair et qui est toujours confronté à la menace d'actions violentes et terroristes organisées et financées depuis le territoire des États-Unis par des personnes et des personnalités qui jouissent de la tolérance des autorités de ce pays, l'Assemblée nationale souligne son engagement ferme à poursuivre la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et à lutter contre les tentatives de l'impérialisme de manipuler avec opportunisme une question aussi grave et sensible dans sa politique d'hostilité à l'égard de Cuba.

La Havane, le 17 juillet 2024.

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/360304-les-deputes-cubains-rejettent-la-presence-de-cuba-sur-la-liste-arbitraire

RADIO HABANA CUBA

Radio Habana Cuba